

**Italie - Elections européennes -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes avec "France Info TV -  
L'instant politique"  
(Paris, 05 mars 2018)**

Q - L'Italie, avec un résultat électoral complexe qui n'arrange pas les pro-européens en tout cas puisque le mouvement 5 Etoiles est arrivé en tête. Matteo Salvini qui, lui, est le leader de la Ligue du Nord, proche de Marine Le Pen, revendique le pouvoir et semble en passe de l'obtenir. Cela vous inquiète-t-il, Madame la Ministre ?

R - Pour le moment, personne n'a gagné puisque personne n'a la majorité absolue. Cela veut dire qu'il fallait forcément une coalition et c'était d'ailleurs ce que ce système électoral très compliqué et assez bizarre voulait promouvoir. Mais, on ne sait pas quelle coalition...

Q - Il y en a qui ont plus gagné que d'autres quand même et ceux qui ont le plus gagné, ce sont les eurosceptiques ou les anti-européens.

R - Cela dépend. Parce que des eurosceptiques - le mouvement 5 Etoiles et la Ligue - ont fait un score très important mais aucun n'est en capacité de gouverner seul. Nous verrons quelle coalition se fait après les élections. On se souvient par exemple que le mouvement 5 Etoiles avait commencé sa campagne en disant qu'il ne gouvernerait avec personne d'autre, pourtant hier soir, ils ont lancé un appel à venir les voir. Donc, c'est très fluide, c'est très instable.

Q - Néanmoins, une coalition a gagné, la coalition de droite ; à l'intérieur de cette coalition, la Ligue du Nord l'a emporté sur Silvio Berlusconi. Matteo Salvini a dit qu'il était en mesure de gouverner. Cela vous inquiète-t-il ?

R - Ce qui frappe, c'est le dédagisme. On l'a constaté ailleurs en Europe et ici dans un pays où les partis traditionnels ont été très affaiblis : le parti de droite de Berlusconi et le parti démocrate de Matteo Renzi, qui a annoncé sa démission aujourd'hui. Ces partis traditionnels ont été très affaiblis. Les électeurs sont allés chercher une offre plus ou moins nouvelle - plus ou moins parce que la Ligue ce n'est pas très nouveau - avec des personnes qui n'avaient pas eu de responsabilités gouvernementales.

Q - C'est une offre de droite, voire de droite extrême et très anti européenne.

R - Très anti-européenne de la même manière que le mouvement 5 Etoiles se dit mouvement anti-système. Les gens sont allés chercher ce qu'ils n'avaient pas encore eu. En France, l'année

dernière, Emmanuel Macron a gagné parce que c'était une offre nouvelle. Nous avons eu la chance qu'il y ait dans le paysage politique français, une offre nouvelle qui proposait des solutions concrètes sans se borner à des slogans simplistes. Ce n'est pas forcément le cas partout en Europe.

Q - Qui est Matteo Salvini ? On le dit proche de Marine Le Pen. Vous le connaissez ? C'est un homme d'extrême droite ?

R - Il est dans le même groupe parlementaire au Parlement européen que Marine Le Pen. La Ligue s'est déjà présentée à plusieurs reprises avec les berlusconistes avec un discours par exemple qui a été très dur cette année, notamment en début de campagne, contre l'Europe, puis qui s'est assagi. On ne sait pas encore exactement... On a entendu que la Ligue voulait faire sortir l'Italie de l'euro et puis finalement elle est repartie en arrière. Ils ont dit qu'ils allaient modifier les traités, on connaît d'autres dirigeants qui ont dit la même chose avant d'arriver au pouvoir.

Q - Pardonnez-moi d'insister mais puisqu'il est dans le même groupe que Marine Le Pen, vous confirmez que ce soir, la troisième ou quatrième puissance européenne peut être dirigée dans quelques jours par quelqu'un qui est dans le même groupe politique que Marine Le Pen.

R - Pas seul. On l'a tous constaté, en Europe, un certain nombre de gouvernements comportent des ministres d'extrême droite, ce n'est jamais une bonne nouvelle. La poussée de l'extrême droite en Europe n'est jamais une bonne nouvelle, en particulier dans un pays aussi important que l'Italie, mais ce n'est pas un cas isolé.

Q - J'ai été surpris d'entendre le président de la République évoquer, pour expliquer le résultat, un contexte de forte pression migratoire. J'ai une question précise : puisque, si l'on en croit le président de la République, il y a trop d'immigrés en Italie, faut-il y renvoyer ceux que l'on appelle les dublinés, c'est-à-dire les gens qui sont rentrés en Europe par l'Italie et que nous nous sommes engagés à renvoyer vers l'Italie.

R - Ce n'est pas ce qu'Emmanuel Macron a dit, il n'a pas dit qu'il y avait trop d'immigrés. Il a dit que le résultat des élections était la conséquence d'un contexte de forte pression migratoire, et les partis populistes sont des partis qui agitent la peur et notamment la peur du migrant. C'est là-dessus qu'ils ont bâti une partie de leur discours. Aussi bien le mouvement 5 Etoiles, qui se dit inclassable, que la Ligue ont eu un discours anti-migrants.

Q - Madame la Ministre le discours officiel français veut que l'on renvoie ceux que l'on appelle les dublinés ?

R - Absolument. Qu'on les renvoie dans le pays qui doit examiner leur demande d'asile.

Q - Est-ce toujours d'actualité, quand le président de la République dit par ailleurs que la pression migratoire est déjà trop forte en Italie ? Donc, faut-il l'accentuer ?

R - Il ne s'agit pas d'accentuer la pression migratoire. Il s'agit de se demander si quelqu'un qui demande l'asile doit le faire dans le pays dans lequel il entre dans l'Union européenne, ou bien si on considère qu'il va où il le souhaite pour demander son asile. Le principe du régime de Dublin, c'est effectivement que, dans le pays où vous entrez, vous demandez l'asile, pas ailleurs.

Q - Si on les renvoie en Italie, on va accentuer cette pression migratoire dont le président de la République lui-même dit qu'elle est trop forte.

R - Le président de la République a été le premier, cet été, à faire en sorte que l'on travaille ensemble, entre pays européens, notamment avec l'Italie, beaucoup mieux avec les pays d'origine des migrations économiques, en développant l'aide économique à ces pays dirigée vers la formation, vers les emplois, que l'on travaille aussi à faire en sorte que l'on puisse essayer de stabiliser les pays de transit.

Nous sommes les premiers à avoir apporté une réponse, les premiers auxquels les Italiens ont dit "enfin, nous ne sommes plus seuls, nous ne sommes plus abandonnés. L'Union européenne, grâce à l'action d'Emmanuel Macron, est en train de prendre le problème à bras-le-corps". On a remarqué que, cette année, en tout cas en 2017, la pression migratoire a commencé à diminuer sur l'Italie qui effectivement a été confrontée depuis 2014 à l'arrivée d'à peu près 700.000 migrants.

Q - Les élections en Italie font suite à d'autres scrutins en Europe qui ont montré l'euroscepticisme. Est-ce que, selon vous, cela aura des conséquences sur la prochaine campagne, les prochains résultats des élections européennes ? Est-ce qu'une majorité progressiste, selon vous, est encore possible ?

R - Ce qui s'est passé en Allemagne hier montre à l'inverse que notre grand partenaire est capable de mettre en place un gouvernement résolument pro-européen, pas seulement dans les discours car il y a un contrat de coalition qui a été signé entre le SPD, la CDU et la CSU qui est très pro-européen...

Q - Oui, cela c'est la bonne nouvelle mais il y a beaucoup de mauvaises nouvelles en Europe. Et même dans la bonne nouvelle, si on revient aux élections, les partis pro-européens ont considérablement baissé ; l'ensemble CDU-CSU qui représentait 70% des voix ne représente plus que 53% des voix. Donc, même s'il y a accord de gouvernement, l'Europe n'y a pas gagné.

R - Il y a mécontentement, il y a inquiétude. Il y a, en Europe, à la fois des attentes fortes vis-à-vis de l'Europe et aussi des insatisfactions ou des incompréhensions. C'est la raison pour laquelle nous avons incité tous nos partenaires, 26 sur 27, à organiser des consultations des citoyens sur l'Europe cette année. Ce n'est pas un gadget, ce n'est pas pour s'amuser ! C'est parce que l'on a vraiment besoin de savoir ce que les Européens attendent de l'Europe, ce qu'ils proposent aussi. Ne pas laisser les populistes confisquer la parole des peuples européens mais la donner tout simplement, être à l'écoute, politique européenne par politique européenne, pour

voir ce qu'on fait trop, pas assez, ce que l'on pourrait faire mieux ou différemment. Et c'est en partant du terrain, c'est en mettant de la démocratie dans la construction européenne que l'on pourra répondre à tout un tas de défis qui, par nature, sont des défis européens. On a parlé des migrations, c'est un défi pour le continent tout entier ; on ne le résoudra pas en s'enfermant dans nos frontières./.